

guerre. Tenant compte de notre situation géographique sur ce continent, l'opinion publique au Canada n'a jamais favorisé semblable politique, et je ne crois pas, que l'opinion publique la favoriserait aujourd'hui. Je n'entends pas discuter en ce moment la question de savoir si oui ou non nous devrions nous prononcer pour ou contre pareille proposition; j'attire simplement votre attention sur le fait que je signale. D'ailleurs, je ne sais pas que ce soit l'intention du Parti Conservateur au cours de cette Convention, de déclarer qu'il entend assumer sur cette question une responsabilité plus large que celle que je viens de définir, responsabilité qui liait le Cabinet Conservateur et qui limitait son action au début et au cours des hostilités. Je discute cette question aujourd'hui parce qu'elle est d'une grande portée et d'une suprême importance au point de vue de la vérité. C'est en présence de cette question telle que posée et à la lumière des explications qui précèdent, que le discours de Hamilton a été prononcé. Si le Parti Conservateur a l'intention d'aller au-delà, et de se prononcer pour le maintien en ce pays d'une armée toujours prête à la guerre, je dis que c'est le devoir de cette Convention de prendre courageusement sa responsabilité et de déclarer avec franchise qu'elle est en faveur de pareille politique. Avec toute l'humilité qui convient à un simple soldat dans le rang, je prends la liberté de prédire que le Parti Conservateur n'agira pas de la sorte. Par conséquent, je vous prie de vous rappeler qu'en vertu d'une politique depuis longtemps suivie, fermement établie et universellement reconnue par l'histoire, ce pays est incapable d'envoyer des soldats pour participer à aucune guerre, avant que de longues semaines aient été employées pour enrôler, entraîner, équiper et